



Les campagnes de désinformation sur l'émigration à l'égard des femmes et des filles à Madagascar

par Dr. Idah Razafindrakoto¹

Cette étude livre un diagnostic autour de l'émigration et sur les pratiques d'information, ou plutôt de désinformation, qui motivent les femmes et les filles Malagasy, et qui, par la suite, peuvent faire atteinte à leurs droits. Cette étude vise donc à élucider les campagnes et les pratiques socio-discursives et aspire à proposer des pistes de réflexion sur la sensibilisation, l'accompagnement et les solutions pour garantir les droits des femmes et filles Malagasy dans leurs émancipations et expériences vers l'international.

1. Introduction

L'émigration est définie comme étant une expatriation pour des raisons économiques. En effet, au regard de la situation économique désavantagée de Madagascar depuis 2010 (inflation, crise et dépréciation monétaire), l'émigration se connote de plus en plus à une réussite socio-économique. Cela étant, depuis 2015, l'on remarque que certaines destinations sont prises comme modèle de référence pour les Malagasy. L'on cite souvent l'Amérique du Nord et les pays européens francophones. La force d'attraction est renforcée par un ensemble de perceptions valorisantes et des campagnes de communication en faveur du monde exogène.

Néanmoins, Madagascar demeure un pays où la mobilité internationale de la population reste faible (Razafindrakoto, 2023). La perception du voyage et de la carrière internationale est donc souvent fondée sur l'émerveillement, la méconnaissance et le sophisme. La tendance de l'émigration est donc socialement très enviable. Face à cela, des réseaux isolés ou élargis se développent pour alimenter et répondre à ce besoin. De sources étrangères ou locales, légales ou illégales, des offres de travail fusent à destination des Malagasy. Les informations diffusées ne sont donc pas toujours garanties et peuvent enduire en erreur ou piéger les destinataires.

¹ Les propos énoncés dans les publications soutenues par l'Organisation internationale de la Francophonie ne sauraient en rien engager sa responsabilité, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle de l'Organisation.

Dans cette trame, les femmes et les filles sont des cibles plus vulnérables que les hommes. Les faits marquants concernent des contrats de travail ménagers dont le Koweït et le Liban sont les plus cités. Des cas d'expatriation en Océan Indien, en Europe et en Afrique sont également notables. Sans grande méfiance, les femmes et les filles s'engagent. Les risques et les dangers sont toutefois avérés et peuvent porter atteinte à leurs droits fondamentaux. L'on recense actuellement des abus de pouvoir, des confiscations de papiers d'identité, des documents de voyage manquants, des difficultés d'insertion professionnelle, des arnaques voire des emprisonnements à l'étranger. Les constats sur des traites de personnes existantes rapportent notamment des cas de contournement de l'interdiction de voyager, d'atteinte à la dignité ou encore de réseaux d'immigration clandestine (OIM & USAID, 2015).

Les réponses institutionnelles de Madagascar face à ce contexte ne se résument donc qu'à l'endurcissement des politiques locales vis-à-vis des émigrants Malagasy. Les politiques et les normes argumentent que c'est l'alternative-clé de protection, d'où des alourdissements administratives et des restrictions divers et pénalisantes pour la population malagasy (incluant les hommes) (Tribune, 2022) et cela, en plus des normes et politiques déjà existantes (Arrêté national, 2011 ; Décret national, 2013 ; Loi nationale, 2015 ; HCDH, 2018).

Face à ce contexte, il serait donc intéressant de livrer un diagnostic autour de l'émigration et sur les pratiques d'information, ou plutôt de désinformation qui motivent les femmes et filles Malagasy, et qui, par la suite, peuvent faire atteinte à leurs droits. Cherchons donc à analyser des aspects qui sont insuffisamment révélés, d'où notre focus sur les discours, les doxas, les paradigmes et les pratiques innocentes et/ou ordinaires mais influentes, voire malveillantes. Dans ce sens, questionnons : **comment se manifestent les campagnes de désinformation sur les offres de travail ou les opportunités à caractère économique à l'international à l'égard des femmes et des filles Malagasy ?**

Cette étude vise donc à élucider les pratiques discursives et sociales et aspire à proposer des pistes de réflexion sur la sensibilisation, l'accompagnement et les solutions pour garantir les droits des femmes et filles Malagasy dans leurs émancipations et expériences vers l'international. Pour ce faire, nous mobilisons la théorie constructiviste basée sur l'analyse du discours et le déterminisme en se penchant sur l'effet de la causalité. Notre méthodologie repose sur une revue documentaire. A cela s'ajoute une observation dans l'intervalle [2015-2023] et des discussions semi-directives auprès de femmes et filles Malagasy (mises en anonyme), émigrées ou ayant le projet d'émigrer.

2. Les campagnes de désinformation circulent dans un marché fermé

2.1. Le pouvoir de la bouche à oreille ...

La culture de la bouche à oreille est une pratique nettement courante. Elle constitue en effet un canal très ordinaire et quotidien pour les témoignages discursifs. C'est à travers ses réseaux discursifs que diverses doxas et perceptions circulent tout azimut. L'on y observe notamment une préférence d'émigration vers des pays occidentaux

chez les Malagasy. L'on constate, à travers les tendances discursives les intérêts d'émigrer au Canada, en Europe occidentale (notamment les pays francophone) et à l'île de la Réunion.

L'on remarque notamment une fluidité des discours pour certains pays. Cinq femmes Malagasy ayant un projet concret ou une aspiration d'émigrer au Canada questionnées ont confessé et assumé leurs intentions avec aisance et naturellement. Ce confort dans le discours n'est toutefois pas perçu ni automatique pour d'autres destinations comme la France, l'île de la Réunion, les pays anglophones ou d'autres pays africains voisins, notamment de la sous-région australe (sauf l'île Maurice et l'Afrique du Sud). D'une part, la France fait l'objet d'un imaginaire populaire moins hospitalier lié aux crises migratoires. D'autre part, les pays africains (sauf les îles voisines) ne présentent pas suffisamment de données sur les diasporas malagasy. Plusieurs facteurs s'y rajoutent : les opportunités de travail demeurent rares à cause des barrières linguistiques, la liberté de circulation n'est pas absolue et l'intégration régionale est embryonnaire (Razafindrakoto, 2023).

La bouche à oreille, que l'on nommera ici « le marché fermé » est une pratique d'échanges discursifs sur des perceptions et des opportunités de mobilité. Le marché fermé présente principalement des informations subjectives, non toujours vérifiées et des incitations qui influencent les interlocuteurs vers la voix. Dans le langage commun, les Malagasy les appelle des « *Fika* », des « *sopapa* » ou des « *lalana* ». Il présente également des témoignages ou des conseils pouvant être bienveillants, neutres, malveillants ou maladroits.

Cela étant, la mobilité internationale et l'intention d'émigration des Malagasy se concentrent plus vers les pays qui ont su consolider des imaginaires émerveillants dans le marché fermé à Madagascar. Parmi ces imaginaires, en guise d'illustration, l'on cite les exemples ci-après :

- Canada : « *Le Canada n'a pas assez de main d'œuvre, c'est pourquoi il recrute massivement des étrangers* »
- Suisse : « *En Suisse, le SMIC est de 3000 Francs, c'est un peu plus que 3000 Euros* »

Etant donné que le marché fermé présente des informations tout azimut, il demeure difficile de le tracer et de le quantifier. Il reste toutefois observable dans l'espace public et virtuel.

2.2. Un mouvement de foule « discursif »

L'on connote ici « marché fermé » à la bouche à oreille, au réseautage ou à l'échange d'informations officieuses (ou non). Dans ce cadre, l'on remarque également qu'il est un terrain où s'entraîne un mouvement de foule paramétrée par une « psychologie de foule » comme Gustave Le Bon le théorise. Toutefois, concentrons-nous sur la construction discursive de ladite foule (qui est ici : les internautes ou la population interagissant dans le marché fermé). Certaines tendances sont visibles sur le réseau social « Facebook » à Madagascar. L'on observe notamment diverses campagnes en

masse qui ne sont ni organisées ni structurées car elles sont propagées de manière disparates dans l'espace public (notamment discursif et virtuel). Elles se manifestent notamment sous deux aspects :

- D'une part : à travers la diffusion massive des offres d'emploi à l'international sur les réseaux sociaux, notamment Facebook par des agences de placement ou des individus volontaires. Le cas de la destination « Canada » est le plus visible. Cette diffusion est alimentée par une veille permanente, d'où des mises à jour et des alertes à temps réel. Cet aspect dynamique génère ainsi l'enthousiasme, la rétroactivité et les interactions sur les réseaux sociaux.
- D'autre part, un autre mouvement en parallèle renforce cette campagne. Il s'agit d'un mouvement de dénigrement protéiforme des réalités locales. Il est exprimé via des énoncés discursifs, images sarcastiques, mémés, caricatures, commentaires, photos satyriques, citations, récits et témoignages, blagues ambiguës, etc. De fil en aiguille, cela nourrit la motivation populaire à chercher d'autres horizons via l'émigration. Les causes directes concernent les insatisfactions et frustrations populaires liées à la situation politico-économique de Madagascar.

2.3. Entre pressions sociales et risques

Des témoignages et partages de femmes et filles rapportent les grands avantages de l'émigration, d'où un enthousiasme cohérent. Hanitra, une passionnée de l'entrepreneuriat cite « *Oui, beaucoup plaqueront tout pour partir et y changer de vie* ». S'en suit, l'on répertorie plusieurs cas confrontés par les femmes et filles : pour la validation de leurs dossiers de candidature, elles sont contraintes à engager des investissements, non automatiquement garantis, notamment les frais de test de langue, les formations, les cursus universitaires en Occident, les remises à niveau ou encore l'équivalence des diplômes. Ce qui les expose à un contexte d'incertitude.

Par ailleurs, au moment d'observer le contenu des offres d'emplois diffusés dans ce marché fermé, un phénomène inquiétant peut surgir. C'est le cas des termes de références (TDR) partagés qui ne sont pas présentés suivant les standards de recrutement ordinaires. Ils peuvent aussi verrouiller des informations clés comme celles liées à la relocation, aux droits, aux cotisations sociales, au régime fiscal, etc. Toutefois, ce manque d'information a été pensé pour des raisons de simplicité et d'accessibilité au public lecteur.

L'on remarque notamment que ces offres d'emploi peuvent véhiculer des informations erronées, incomplètes ou frauduleuses. Mais la capacité des femmes et filles à détecter les informations fausses ou incertaines est configurée à partir de leur familiarité avec les Nouvelles Technologies d'Information et de Communication (NTICs). Plus elles y sont familières, plus elles parviennent aisément à esquiver les « opportunités » douteuses. Vola, une citadine malgache, construit sa prudence en investissant son temps dans le discernement et la contrevérification de l'existence et de la notoriété de l'employeur via une recherche en ligne. Michelle, une employée expatriée au Canada, partage également cette même expérience de vérification des

coordonnées des employeurs pour se rassurer. De par son vécu, elle considère qu'il faut se méfier des intermédiaires qui demanderaient des frais de dossier.

Cependant, il reste ordinaire de détecter des doxas, des rumeurs et des récits anecdotiques qui rapportent des femmes ayant été victimes d'arnaque ou de mésaventure. Les plus marquants sont les suivants :

- Femmes qui émigrent en Moyen-Orient pour des raisons professionnelles et qui voient leurs passeports confisqués par leurs employeurs, les exposant à des situations de vulnérabilité
- Femmes qui émigrent dans les pays occidentaux ou îles voisines pour des raisons professionnelles ou de regroupement familial et qui confrontent des retournements de situation, les exposant à des situations de précarité
- Femmes invitées par leurs maris Malagasy dans le cadre d'un regroupement familial, mais qui se font arnaquées par des intermédiaires ou des tiers sur le plan des paperasses (visa, billet d'avion, services), les exposant à des situations d'irrégularité et de vulnérabilité.

L'on note également que face à ces cas, l'opinion publique reste blâmeuse et moins compatissante. Ce qui alimente davantage des stéréotypes. Pour illustrer, ci-dessous des faits marquants :

- En 2019, une indignation populaire surgit suite à une intention politique d'imposer aux femmes mariées l'accord signé et le consentement de leurs époux pour pouvoir voyager à l'international. La polémique a mobilisé la descente du Président de la République à l'aéroport international de Madagascar (L'Express, 2019). Sur son chemin, il met en garde une jeune fille (qui allait voyager) en termes de bonne conduite à l'étranger.
- De 2020 à 2022, les frontières de Madagascar étaient fermées dû à la pandémie, créant ainsi des opinions blâmeuses, au regard des femmes bloquées à l'étranger qui clamaient des aides pour un rapatriement.
- En 2022, une décision étatique contraint tous les travailleurs migrants à des procédures administratives longues et une enquête de moralité avant de quitter le territoire. Cette décision a été générée suite à des constats d'escroquerie et d'emprisonnement de femmes travailleuses au Moyen-Orient.
- En 2023, une crise de délivrance des passeports explose, les jeunes femmes sont les plus victimes de l'inaccès.

L'on notera donc que la vulnérabilité des femmes et filles est très considérable. De fil en aiguille, elle influence la réaction des politiques, créant ainsi plus de restrictions générales et holistiques au reste de la population.

3. Les campagnes de désinformation circulent dans le marché ouvert

L'on définit par « marché ouvert », un système de partage d'information transparent en vue d'une compétition. Il s'agit ici des appels à candidatures internationales véhiculés sur des plateformes de développement de carrière et des sites institutionnels. LinkedIn est souvent évoqué. Les informations sont plus fournies, mais peuvent rester incomplètes notamment sur les aspects fiscaux réels et de logistique en amont de l'émigration.

L'on répertorie certains cas de jeunes femmes qui, en arrivant sur place, accourent vers la diaspora (ou d'autres communautés locales) pour se renseigner concernant les informations pratiques d'installation, faute d'appui informationnel et de facilitation logistique de leur employeur. Un désenchantement peut s'installer. C'est le cas de Mirana, une employée recrutée en Afrique centrale. Dans cette situation de vulnérabilité, elles ont l'enjeu de trouver la stabilité (logement, codes, droits de travail, infos pratiques, etc.) dans un temps très court. Si un dispositif bienveillant, éthique ou solidaire n'est pas disponible en leur faveur, la probabilité de mauvaise foi, d'abus ou d'obstacles pourraient les faire face, à savoir des intentions de dettes morales, des désinformations, des mésinformations intentionnelles, des filouteries, des dragues et des harcèlements. Le danger ici serait les microagressions sur la santé mentale.

Par ailleurs, au regard de la multiplication des offres d'emploi à l'international et d'accès à Internet, deux jeunes diplômées (Aina et Hanta) avouent avoir subi un surmenage passager en postulant de manière incessante. Ce surmenage est expliqué par un phénomène de « *rage applying* » (Culture RH, 2023) qui consiste à postuler en continu sans plus prendre le temps de discerner l'adéquation du profil (ou CV) à l'offre d'emploi. Cette action de postuler à la va vite, est motivée par la doxa « *il faut que tu postules beaucoup car sur 100 applications, tu recevras une qui sera positive !* ». Dans cette trame, une croyance naïve s'installe et sacralise que le nombre de candidatures envoyées est plus importante que la qualité. Une fatigue informationnelle s'en suit et enduit en erreur les femmes ayant internalisé ces propos.

Un autre cas de désinformation à l'égard des jeunes femmes concerne notamment celles qui ont eu un accès à une formation universitaire à l'international. Si elles ont l'intention de se rapatrier après leurs études, un paradigme populaire les en dissuade. Les deux discours les plus redondants dans les témoignages (comme celui de Mialy) sont :

- « *Maintenant que tu étudies à l'étranger, tu devrais chercher un moyen d'y rester et de bâtir ta carrière à l'international* »
- « *Si tu trouves un mari là-bas, tu seras vraiment chanceuse !* »

Cette dissuasion est protéiforme et est véhiculée par tous types de personnages (famille, amis, enseignant, collègue, camarade, etc.) à l'égard des femmes et filles Malagasy. L'on note ainsi qu'elles sont entraînées dans une spirale discursive, cohérente ou non, caractérisée par les pressions sociales et qui influence, par la suite, leur croyance principielle et décision.

4. Les caractéristiques des campagnes de désinformation

En somme, après avoir étayé comment se manifestent les campagnes de désinformation sur l'émigration (à caractère économique), il sied de résumer leurs caractéristiques comme suit :

Caractéristiques	Commentaires
Performativité	Dû aux idées reçues et aux mésinformations, les campagnes de désinformation a pour effet direct, une croyance, un stress et chemin faisant, un surmenage
Incertitude	Elles engagent des efforts et des investissements (temporel, relationnel, financier, matériel) sans garanti
Evidence	La véracité des informations est discutable. Le contenu présente soit des données incomplètes, surenchéries ou erronées
Traçabilité	Les informations sont vérifiables et traçables à condition d'être familière aux NTICs ou d'être suffisamment informée et dotée d'un sens critique et de prudence
Influence communicationnelle	Dans la pratique orale, elle fait appel à l'émotionnel. Dans la pratique écrite (cas d'un TDR), elle mobilise des écrits simples et accessibles. Son influence est importante et parvient à faire adhérer un grand nombre de personnes et générer un enthousiasme général.
Subjectivité	Le point de vue est subjectif et est exploité de manière holistique. La pensée subjective devient donc la généralité.
Non-conformité	Certaines erreurs peuvent être détectables et éveiller les soupçons (fautes d'orthographe, mails non professionnels, absence de cachet institutionnel sur les lettres, l'absence de numéro de téléphone, insistance dans un paiement non justifiable, lien internet malveillant, etc.)
Marketing	Le monde international est promu comme référence

Source : Auteure, 2023.

5. Conclusion

L'on retient que les campagnes de désinformation sur l'émigration sont des construits sociaux basées sur les procédés discursifs. Elles ont une répercussion malveillante à destination des femmes et filles Malagasy. Leur pratique se manifeste via deux canaux distincts. D'une part, elles circulent dans un marché fermé caractérisé par la bouche à oreille, le réseautage et le témoignage discursif. Le marché fermé est difficilement traçable et est opéré en fonction de la non-familiarité des cibles avec les NTICs. D'autre part, elles sont menées dans un marché ouvert, qui est d'ailleurs plus

transparent mais sujet à une spirale performative qui paramètre les croyances et actions.

En somme, les campagnes de désinformation sur l'émigration sont annoncées à travers des appels à candidature larges et des doxas populaires. La caractéristique commune de ces deux marchés se repose sur la fiabilité discutable du contenu et de la forme. C'est dans ce sens que le moyen à retenir pour prévenir, sensibiliser, éduquer et même rectifier les tirs, est celui de libéraliser les informations. Le déverrouillage informationnel est donc à valoriser. Ci-dessous quelques perspectives :

- Libéraliser les informations administratives et règlementaires relatives à l'émigration
- Valoriser les « *success-stories* » pour freiner les doxas blâmeurs
- Renforcer les discours et moyens de prévention face aux arnaques dans les recrutements

En définitive, pour lutter contre la désinformation, l'on mise donc sur l'accès à l'information.

Bibliographie :

Arrêté n° 30096/2011-MFPTLS du 17 octobre 2011 fixant la procédure de visa du contrat des travailleurs émigrés

Culture RH, TendancesRH : le « *rage applying* », pourquoi faut-il s'en méfier ?, 2023, repéré sur <https://culture-rh.com/rage-applying/>

Décret n° 2013-594 du 6 août 2013 portant suspension de l'envoi de travailleurs malagasy dans les pays à haut risque.

L'Express, *Voyage à l'extérieur, restriction de sortie pour les femmes*, 2023, repéré sur <https://l'express.mg/05/10/2019/voyage-a-lexterieur-restriction-de-sortie-pour-les-femmes/>

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), *Le Comité pour la protection des droits des travailleurs migrants examine le rapport de Madagascar*, 2018, repéré sur <https://www.ohchr.org/fr/press-releases/2018/09/committee-rights-migrant-workers-considers-madagascars-initial-report>

Loi N° 2014-040 du 20 Janvier 2015 relative à la traite des Etres Humains

OIM & USAID, *Etat des lieux sur la traite des personnes à Madagascar*, OIM, 2015.

RAZAFINDRAKOTO Idah & al, *Regional Integration of Madagascar within SADC: an appreciation based on the free movement of persons, Integration in the Southern African Development Community Region, Peoples' Agency, Popular Participation, and Democratization*, Lexington Books, 2023.

Tribune, *Le ministère des Affaires étrangères impose de nouvelles mesures aux travailleurs migrants malagasy*, 2022, repéré sur <https://www.madagascar-tribune.com/Le-ministere-des-Affaires-etrangeres-impose-de-nouvelles-mesures.html>